

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/40626]

## 21 FEVRIER 2019. — Décret fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**TITRE I<sup>er</sup>.** — *Définitions et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent décret le masculin est utilisé à titre épïcène.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, il est renvoyé aux définitions prévues à l'article 15 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. Par ailleurs, il faut entendre par :

1° Autorités académiques de la haute école :

- a) pour les hautes écoles subventionnées par la Communauté française: les instances qui, dans chaque haute école, sont habilitées, soit par le pouvoir organisateur des hautes écoles non constituées sous forme de personnes morales, soit statutairement, soit par délégation, à exercer les compétences liées à l'organisation de l'enseignement qui leur sont attribuées par le présent décret;
- b) pour les hautes écoles organisées par la Communauté française : le Conseil d'administration visé à l'article 30 ou, dans les cas prévus par l'article 29, alinéa 2, le Collège de direction visé à l'article 10 ;

2° décret du 7 novembre 2013 : décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

3° Département: entité regroupant au sein d'une haute école certaines activités d'enseignement supérieur, par domaines d'études ou trans domaines ;

4° Organes de concertation locale : le Conseil d'entreprise, la Commission paritaire locale (COPALOC), le Comité de concertation de base (COCOBA), le Comité de Prévention et de Protection au Travail (CPPT) ;

5° Organe de gestion : instance habilitée à exercer les prérogatives des autorités académiques ;

6° Pouvoir organisateur: personne(s) morale(s) qui assume(nt) la responsabilité de l'enseignement dispensé dans une haute école.

**Art. 3.** Le présent décret s'applique aux hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, visées à l'article 11 du décret du 7 novembre 2013.

**Art. 4.** Chaque haute école est basée sur un projet pédagogique, social et culturel. La présentation de celui-ci contient au minimum les éléments suivants, développés sous la forme de chapitres distincts :

1° description des moyens mis en œuvre par la haute école pour intégrer les missions, objectifs et finalités de l'enseignement supérieur visés au Titre I<sup>er</sup>, Chapitres I et II, du décret du 7 novembre 2013;

2° définition des missions de la haute école, de l'articulation de ces missions entre elles et de la disponibilité des acteurs, notamment les enseignants, dans le cadre de ces missions;

3° définition des spécificités de l'enseignement de type court et/ou de type long dispensé par la haute école;

4° définition des spécificités de l'enseignement liées au caractère de la haute école et les moyens mis en œuvre pour maintenir ces spécificités;

5° description des moyens mis en œuvre pour promouvoir la réussite et lutter contre l'échec;

6° description des moyens mis en œuvre pour assurer la mobilité étudiante et enseignante avec les autres établissements d'enseignement supérieur belges ou étrangers;

7° définition des modalités d'organisation de la participation des acteurs de la communauté éducative au sein de la haute école et de la circulation de l'information relative notamment aux décisions des autorités académiques de la haute école;

8° description des moyens mis en œuvre pour intégrer la haute école dans son environnement social, économique et culturel;

9° définition des modalités de mise en œuvre du contrôle de la qualité au sein de la haute école;

10° description des moyens mis en œuvre par la haute école pour favoriser l'interdisciplinarité au sein d'un domaine d'études ou entre les domaines d'études organisés par la haute école ;

11° description des moyens mis en œuvre par la haute école pour exécuter le décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif, tel que modifié.

Ces chapitres figurent et sont développés dans chaque projet pédagogique, social et culturel.

Les moyens sont librement décidés par les autorités académiques des hautes écoles.

**Art. 5.** Toute modification du projet pédagogique, social et culturel introduite par les autorités académiques de la haute école est soumise à l'avis du Conseil pédagogique et du Conseil des étudiants visé à l'article 10 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur.

Pour être pris en compte, les avis visés à l'alinéa précédent sont rendus dans les trente jours de la réception du projet, aux autorités académiques des hautes écoles.

**Art. 6.** Le projet pédagogique, social et culturel est un document public accessible en ligne, et fourni sur demande par les autorités académiques de la haute école.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la majorité des représentants, soit des membres du personnel, soit des étudiants siégeant dans le Conseil pédagogique d'une haute école estiment que les autorités académiques de la haute école ne mettent pas en œuvre un ou plusieurs des moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel, elle peut introduire une demande motivée de convocation du Conseil pédagogique auprès du Collège de direction de la haute école.

§ 2. Le Collège de direction de la haute école convoque le Conseil pédagogique dans les quinze jours de la réception de la demande et porte à l'ordre du jour le point qui a motivé la convocation. Le Conseil pédagogique entend les autorités académiques de la haute école et leur remet, après la clôture des débats, un avis motivé sur le respect des engagements prévus dans le projet pédagogique, social et culturel.

§ 3. Dans le cas où le Conseil pédagogique remet un avis négatif, les autorités académiques de la haute école signifient dans les quinze jours de la réception de celui-ci leur décision de donner ou non suite à l'avis et de respecter les engagements prévus dans le projet pédagogique, social et culturel.

§ 4. En cas de décision négative, ou d'absence de décision par les autorités académiques de la haute école, le conseil pédagogique, via le directeur-président, remet au Gouvernement un avis motivé sur le respect par la haute école des engagements prévus dans le projet pédagogique, social et culturel. L'avis doit préciser les moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel qui n'ont pas été mis en œuvre par les autorités académiques de la haute école et proposer les mesures pour y remédier.

§ 5. Le cas échéant, le Gouvernement notifie aux autorités académiques de la haute école une mise en demeure prévoyant les délais dans lesquels elles devront mettre en œuvre les moyens prévus dans le projet pédagogique, social et culturel et propose les moyens pour y remédier.

§ 6. Si, au terme de la mise en demeure, le Gouvernement constate que les autorités académiques de la haute école restent en défaut de respecter les moyens précisés dans la mise en demeure, il suspend le versement des moyens de fonctionnement de la haute école visés à l'article 29, premier alinéa, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, prévu le premier mois du trimestre qui suit la constatation précitée.

## TITRE II. — *Nature juridique des hautes écoles*

**Art. 8.** Chaque pouvoir organisateur d'une haute école relève de l'un des réseaux suivants :

- 1° le réseau de la Communauté française qui comprend les hautes écoles organisées par la Communauté française ;
- 2° le réseau de l'enseignement officiel subventionné qui comprend les hautes écoles organisées par les provinces, les communes, les associations de communes ou toutes autres personnes morales de droit public ;
- 3° le réseau de l'enseignement libre subventionné qui comprend les hautes écoles organisées par des personnes privées.

**Art. 9.** Chaque haute école organisée par la Communauté française constitue un service administratif à comptabilité autonome visé à l'article 2, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française.

Les hautes écoles relevant du réseau de l'enseignement libre subventionné et du réseau de l'enseignement officiel subventionné sont constituées sous la forme de personnes morales. Les hautes écoles relevant du pouvoir organisateur d'une seule commune ou d'une seule province peuvent toutefois déroger à cette obligation.

Les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur qui ont conservé leur droit de propriété sur leur patrimoine moyennant acceptation des obligations qui y sont attachées mettent les éléments de ce patrimoine qui sont nécessaires à l'activité de la haute école à la disposition de celle-ci.

## TITRE III. — *Gestion des hautes écoles*

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions communes aux hautes écoles organisées et subventionnées par la Communauté française*

#### Section I<sup>ère</sup>. — *Composition du Collège de direction*

##### Sous-section I<sup>ère</sup>. — *Dispositions communes*

**Art. 10.** Le Collège de direction est composé des directeurs et du directeur-président qui le préside.

La composition du Collège de direction est proposée, après avis des organes de concertation locale, par l'organe de gestion au pouvoir organisateur, qui l'arrête. Le Collège de direction représente l'ensemble des domaines d'études de la haute école.

Le nombre maximum de directeurs ne peut excéder le nombre de catégories existantes au sein de la haute école au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, plus un.

A la fin d'une mandature, ce nombre peut éventuellement être revu, dans le respect de la procédure prévue à l'alinéa 2.

Les directeurs sont chargés de la gestion des enseignements et/ou de missions transversales.

**Art. 11.** Le mode d'organisation des élections, soit par vote de liste, soit par mandats individuels, est décidé par le pouvoir organisateur après avis des organes de concertation locale et sur proposition de l'organe de gestion.

**Art. 12.** Après avis des organes de concertation locale et sur proposition de l'organe de gestion, le pouvoir organisateur définit un profil de fonction pour chaque fonction à assurer au sein du Collège de direction, reprenant les compétences attendues.

Pour les hautes écoles organisées par la Communauté française, le Conseil d'administration définit les profils de fonction des directeurs.

Ces profils de fonction des membres du Collège de direction sont portés à la connaissance des organes de concertation locale.

**Art. 13.** Chaque membre du Collège de direction est lié à son pouvoir organisateur par une lettre de mission qui s'inscrit dans le cadre du profil de fonction. Cette lettre de mission est co-construite par le pouvoir organisateur et le directeur désigné. Elle fixe individuellement les objectifs à atteindre et peut prévoir un plan individuel de formation.

Le pouvoir organisateur porte à la connaissance de l'organe de concertation locale les missions spécifiques confiées à chaque directeur.

A mi-mandat le pouvoir organisateur effectue avec le directeur une évaluation formative de la mise en œuvre de la lettre de mission et prodigue éventuellement des conseils pour la suite de la mandature.

**Art. 14.** Lorsqu'un plan de formation est prévu dans la lettre de mission, le membre du collège de direction concerné est tenu d'en rendre compte auprès de son pouvoir organisateur, au plus tard à mi-mandat, sous peine de perdre son caractère d'éligibilité pour un mandat futur. Le Gouvernement peut fixer les axes qui doivent au minimum être couverts par les formations, qui sont organisées soit en inter-réseaux, soit par les réseaux, soit à l'initiative des hautes écoles.

**Art. 15.** Le mandat du directeur-président et des directeurs est de cinq ans et est renouvelable.

Le Collège de direction propose au pouvoir organisateur la désignation en son sein d'un vice-directeur-président chargé de remplacer le directeur-président en cas d'absence de courte durée de celui-ci.

En cas d'absence de longue durée, un remplaçant faisant fonction est désigné par l'organe de gestion, sur proposition du Collège de direction, jusqu'au retour du titulaire.

Le directeur-président et les directeurs peuvent exercer une charge partielle d'enseignement à concurrence de maximum deux dixièmes de charge.

Le mandat de directeur-président est incompatible avec un mandat de directeur, toutefois le Gouvernement peut déroger à cette incompatibilité sur demande motivée des autorités académiques de la haute école. Cette demande doit contenir l'avis des organes de concertation locale.

**Art. 16.** Le Collège de direction présente des rapports à l'organe de gestion portant sur les refus d'inscription, la réussite des étudiants, l'affectation des ressources humaines et l'utilisation des moyens pédagogiques.

#### Sous-section II. — Processus de désignation des membres du Collège par liste

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'élection est organisée par liste, les candidats directeur-président et directeurs se présentent à l'élection sur une liste, sur base d'un plan stratégique quinquennal.

§ 2. En vue de l'élection du Collège de direction, un appel est lancé par les autorités académiques dans le courant du sixième mois qui précède l'expiration du mandat du directeur-président en fonction.

L'appel fixe le nombre et la nature des mandats à pourvoir. Cet appel précise les conditions en vertu desquelles la liste peut accueillir des candidats externes.

§ 3. Sauf exception dûment motivée, le pouvoir organisateur désigne le directeur-président et les directeurs qui figurent sur la liste qui a obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés. Si aucune liste n'a obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés, un second tour est organisé pour départager les deux listes ayant obtenu le plus de suffrages lors du premier tour.

A l'issue de ce second tour, le pouvoir organisateur désigne le directeur-président et les directeurs qui figurent sur la liste qui a obtenu le plus de voix.

Si une seule liste est présentée à l'élection et qu'elle n'obtient pas plus de 50 % des suffrages exprimés, un nouvel appel interne est immédiatement lancé par les autorités académiques.

A l'issue de ce second appel, si une ou plusieurs autres listes sont présentées à l'élection, le pouvoir organisateur désigne le directeur-président et les directeurs qui figurent sur la liste qui a obtenu le plus de voix.

Si la liste reste unique, le pouvoir organisateur désigne le directeur-président et les directeurs qui figurent sur cette liste.

**Art. 18.** Lorsqu'un mandat en cours prend fin avant d'arriver à son terme, un remplaçant est désigné par le pouvoir organisateur, sur proposition de l'organe de gestion, jusqu'au terme du mandat en cours.

#### Sous-section III. — Processus de désignation des mandats individuels

**Art. 19.** Lorsque les mandats sont individuels, les autorités académiques lancent un appel au plus tard six mois avant l'expiration de chaque mandat à pourvoir.

Pour chaque mandat à pourvoir, les autorités académiques déterminent, après avoir sollicité l'avis de l'organe de concertation locale, la nature interne ou externe de cet appel.

En cas d'absence de candidat en interne, ou si un seul candidat se présente, un appel externe peut être relancé.

**Art. 20.** Le directeur-président est désigné par le pouvoir organisateur qui le choisit sur une liste issue du vote de l'ensemble des membres du personnel de la haute école, parmi les trois premiers candidats.

Cette liste présente les candidats dans l'ordre du nombre de voix obtenues.

Si le candidat est unique, il est procédé à un vote pour ou abstention.

Une procédure de désignation peut être fixée par le pouvoir organisateur, après avis des organes de concertation locale.

Lorsque le pouvoir organisateur ne désigne pas le candidat qui a obtenu le plus de voix, il communique à chaque candidat les motifs de son choix eu égard aux critères fixés dans la procédure déterminée conformément à l'alinéa précédent.

**Art. 21.** Un directeur est désigné par le pouvoir organisateur qui le choisit sur une liste issue du vote des membres des personnels du domaine ou du département d'études concerné, ou de l'ensemble des membres du personnel de la haute école si le profil de fonction est transversal, parmi les trois premiers candidats.

Cette liste présente les candidats dans l'ordre du nombre de voix obtenues.

Si le candidat est unique, il est procédé à un vote pour ou abstention.

Une procédure interne de désignation peut être fixée par le pouvoir organisateur, après avis des organes de concertation locale.

Lorsque le pouvoir organisateur ne désigne pas le candidat qui a obtenu le plus de voix, il communique à chaque candidat les motifs de son choix eu égard aux critères fixés dans la procédure déterminée conformément à l'alinéa précédent.

**Art. 22.** Lorsqu'un mandat en cours prend fin avant la dernière année de l'exercice du mandat, il est procédé à des nouvelles élections.

Sous-section IV. — Conditions pour être électeur

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'élection du Collège de direction par liste, pour l'élection du directeur président en cas de mandat individuel, et pour l'élection d'un directeur transversal, sont électeurs tous les membres du personnel de la haute école.

Pour l'application de l'alinéa précédent, seuls sont pris en considération les membres du personnel qui prestent au minimum un dixième d'un horaire complet au sein de la haute école à la date de clôture des listes électorales. Est considéré comme membre du personnel tout membre du personnel statutaire, ou toute personne qui dispose d'un lien contractuel avec la haute école durant chacune des trois années académiques qui précèdent la date de clôture des listes électorales.

§ 2. Pour l'élection d'un directeur de domaine ou de département, seuls sont pris en considération les membres du personnel qui prestent au minimum un dixième d'un horaire complet au sein du domaine ou du département de la haute école à la date de clôture des listes électorales. Est considéré comme membre du personnel tout membre du personnel statutaire, ou toute personne qui dispose d'un lien contractuel avec la haute école durant chacune des trois années académiques qui précèdent la date de clôture des listes électorales.

§ 3. Un membre du personnel n'a droit qu'à une voix.

Le vote par procuration est interdit.

Section II. — Des directeurs adjoints et des directeurs d'administration

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Un directeur adjoint peut être chargé de la gestion pédagogique et/ou administrative d'un site, de la coordination pédagogique d'un ou plusieurs cursus, ou de tâches transversales à vocation pédagogique.

Il travaille sous l'autorité hiérarchique d'un directeur ou du directeur-président, et les membres du personnel qui travaillent avec lui sont, dans le cadre de l'exercice de sa fonction, sous son autorité fonctionnelle.

Le nombre maximum de directeurs adjoints est fixé par l'organe de gestion, après concertation locale.

A la fin d'une mandature, ce nombre peut éventuellement être revu.

§ 2. Sur proposition de l'organe de gestion et après avis des organes de concertation locale, les autorités académiques lancent un appel interne ou externe pour pourvoir à un ou plusieurs postes de directeurs adjoints, en précisant les profils de fonction.

La fonction de directeur adjoint est créée et ses conditions d'accès sont fixées à l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

La fonction de directeur adjoint est non élective. Le directeur adjoint est désigné par le pouvoir organisateur, après avis des organes de concertation locale et sur proposition de l'organe de gestion, pour une durée de cinq ans, renouvelable.

Pendant l'exercice de sa fonction, il reste régi par les règles statutaires afférentes à la fonction dans laquelle il est nommé.

Les directeurs adjoints ne sont pas membres du Collège de direction, et leur charge est divisible en fractions de charge de 5/10.

Le Gouvernement détermine le statut pécuniaire des directeurs adjoints.

**Art. 25.** Il est créé une fonction de directeur d'administration. Dans chaque haute école, le nombre maximum de directeurs d'administration, ainsi que leurs missions spécifiques, sont fixés par l'organe de gestion, après avis des organes de concertation locale.

Le Gouvernement fixe le statut pécuniaire de la fonction de directeur d'administration.

Section III. — Des Conseils de département

**Art. 26.** Chaque haute école crée des départements, soit par domaine d'études, soit trans domaines.

La création des départements est proposée au pouvoir organisateur par l'organe de gestion.

Les départements sont dotés d'un Conseil de département qui est présidé par un directeur ou un directeur adjoint.

Le Conseil de département remet des avis, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'organe de gestion ou du Collège de direction, sur des questions qui concernent le département et notamment sur :

- l'élaboration ou la modification des programmes d'études ;
- toute demande de création ou d'ouverture d'un nouveau cursus ;
- la fixation des attributions des membres du personnel ainsi que l'horaire des cours et des examens ;
- le recrutement, la nomination ou la mise en disponibilité des membres du personnel ;
- la désignation des professeurs invités.

Conformément au règlement disciplinaire et aux procédures de recours telles que définies dans le règlement des études de la haute école, le Conseil de département remet un avis au Collège de direction quant aux sanctions disciplinaires à prononcer à charge des étudiants.

Section IV. — Du conseiller médical

**Art. 27.** Dans les hautes écoles qui organisent un ou plusieurs cursus des domaines 14, 15 ou 16, tels que définis à l'article 83 du décret du 7 novembre 2013, un docteur en médecine inscrit à l'Ordre des médecins est désigné conseiller médical et est chargé de la surveillance scientifique.

Section V. — Composition du Conseil social, du Conseil pédagogique et du Conseil de département

**Art. 28.** Dans les hautes écoles organisées et subventionnées par la Communauté française :

1° au moins un quart des membres du Conseil social et du Conseil de département représente les membres du personnel ;

- 2° au moins un tiers des membres du Conseil pédagogique représente les membres du personnel ;
- 3° au moins la moitié des membres du Conseil social représente les étudiants ;
- 4° au moins un cinquième des membres du Conseil de département représente les étudiants ;
- 5° au moins un tiers des membres du Conseil pédagogique représente les étudiants.

CHAPITRE II. — *Gestion des hautes écoles organisées par la Communauté française*

**Art. 29.** Les hautes écoles organisées par la Communauté française sont gérées par un Conseil d'administration et sont dotées d'un Collège de direction, d'un Conseil pédagogique, d'un ou plusieurs Conseils de département et d'un Conseil social.

Le Collège de direction assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration, prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation et assure la gestion courante.

Le Conseil pédagogique est consulté par le Conseil d'administration ou le Collège de direction sur toute question concernant l'utilisation des moyens pédagogiques.

Le Conseil social est consulté par le Conseil d'administration ou le Collège de direction sur toute question relative aux conditions matérielles et sociales des étudiants. Il lui revient notamment de gérer, en concertation avec le Conseil d'administration de la haute école, les fonds disponibles pour les besoins sociaux des étudiants conformément aux dispositions du titre IV du présent décret.

Le Conseil de département est consulté par le Conseil d'administration ou le Collège de direction sur toute question spécifique au département.

**Art. 30.** Le Conseil d'administration est composé:

- 1° du directeur-président ;
- 2° des directeurs ;
- 3° de quatre membres du personnel de la haute école, nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire à durée indéterminée ayant au moins six années d'ancienneté, représentant les organisations syndicales qui siègent au sein du comité de secteur IX proportionnellement à leur importance dans la haute école, chaque organisation disposant d'au moins un mandat, et présentés au Gouvernement par les organisations syndicales concernées ;
- 4° d'un représentant du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, élu par le personnel concerné parmi ses membres ;
- 5° d'un représentant du personnel administratif nommé à titre définitif, élu par le personnel concerné parmi ses membres ;
- 6° de deux personnes choisies par le Gouvernement, eu égard à leurs compétences particulières dans un secteur professionnel en rapport avec les études organisées, et présentées par les membres du Conseil d'administration visés en 1°, 2° et 3° sur une double liste ;
- 7° de quatre personnes choisies par le Gouvernement, représentant les milieux sociaux, présentées pour moitié par les organisations syndicales interprofessionnelles et pour moitié par des organisations patronales ;
- 8° d'étudiants représentant les domaines d'enseignement, à concurrence d'au moins 20 pour cents des membres du Conseil d'administration.

Les membres visés au 8° ont un suppléant. Ce dernier remplace le membre effectif qu'il supplée en cas d'absence, de décès, de démission ou de perte de la qualité d'étudiant de ce dernier.

Les membres visés aux 3° et 7° sont désignés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans. Chacun de ces membres a un suppléant désigné par le Gouvernement selon les mêmes modalités. Ce dernier remplace le membre effectif qu'il supplée en cas d'absence, de décès, de démission ou de perte de la qualité qui justifiait son mandat.

Les membres visés au 6° sont désignés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Les membres visés au 4° et 5° ont chacun un suppléant, élu par le personnel concerné parmi ses membres. Ils remplacent les membres effectifs qu'ils suppléent en cas d'absence, de décès, de démission ou de perte de la qualité qui justifiaient leur mandat.

Les mandats sont renouvelables.

**Art. 31.** Pour les hautes écoles organisées par la Communauté française, le Gouvernement arrête la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et du Conseil de département ainsi que le mode de désignation et les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration.

CHAPITRE III. — *Gestion des hautes écoles subventionnées par la Communauté française*

**Art. 32.** Les hautes écoles subventionnées par la Communauté française sont gérées par des organes de gestion et dotées d'organes de consultation, créés et institués par leurs pouvoirs organisateurs.

Il y a dans chaque haute école au moins un organe de gestion, un Collège de direction, un Conseil pédagogique et un Conseil social.

Le Collège de direction assure l'exécution des décisions de l'organe de gestion, prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation, et assure la gestion courante.

Le Conseil pédagogique est consulté par l'organe de gestion et par le Collège de direction sur toute question concernant l'utilisation des moyens pédagogiques.

Le Conseil social est consulté par l'organe de gestion ou par le Collège de direction sur toute question relative aux conditions matérielles et sociales des étudiants. Il lui revient notamment de gérer, en concertation avec les organes de gestion de la haute école, les fonds disponibles pour les besoins sociaux des étudiants, conformément aux dispositions du titre IV du présent décret.

Au sein de l'organe de gestion, une représentation des membres du personnel est assurée à concurrence d'au moins un quart des membres, et la représentation des étudiants est assurée conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement.

Un candidat ne peut être écarté du fait de son statut de délégué syndical.

CHAPITRE IV. — *Procédure d'urgence de Gestion des hautes écoles*

**Art. 33.** Lorsque la situation financière d'une haute école ou le respect des lois, décrets et règlements le requièrent, le pouvoir organisateur peut requérir l'organe de gestion concerné de délibérer dans le délai qu'il fixe sur toute question qu'il détermine.

Lorsqu'à l'expiration du délai, l'organe de gestion n'a pas pris de décision ou lorsque le pouvoir organisateur ne se rallie pas à la décision prise par cet organe, le pouvoir organisateur peut prendre la décision en lieu et place de l'organe de gestion.

**Art. 34. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque la situation financière de la haute école ou le respect des lois, décrets et règlements le requièrent, le pouvoir organisateur peut désigner un administrateur provisoire et/ou un comité d'accompagnement.

L'administrateur provisoire et le comité d'accompagnement exercent leurs missions sans préjudice de celles du Commissaire du Gouvernement. Leurs missions sont complémentaires.

§ 2. L'administrateur provisoire n'est pas membre du personnel de la haute école et n'a pas d'intérêt fonctionnel ou personnel dans la gestion de celle-ci.

Il est désigné pour une période d'un an maximum, renouvelable une fois si les circonstances exceptionnelles dûment motivées justifient ce renouvellement. Le pouvoir organisateur peut mettre fin à sa mission à tout moment.

Dans les limites fixées par le pouvoir organisateur, l'administrateur provisoire se substitue aux organes de gestion de la haute école, au directeur-président et/ou aux directeurs.

Une fois par mois, l'administrateur provisoire fait rapport à l'organe de gestion des mesures qu'il compte prendre dans le cadre de sa mission.

§ 3. Le Comité d'accompagnement est un organe collégial composé d'au moins deux personnes qui ne sont pas membres du personnel de la haute école et n'ont pas d'intérêt fonctionnel ou personnel dans la gestion de celle-ci. Il est désigné pour une période d'un an maximum. Le pouvoir organisateur peut mettre fin à sa mission à tout moment.

Le comité d'accompagnement peut se voir confier les tâches suivantes :

1° une mission de conseil et de soutien administratif et organisationnel aux organes de gestion de la haute école, au directeur-président et/ou aux directeurs ;

2° une mission de tutelle sur tout ou partie des missions des organes de gestion de la haute école, du directeur-président et/ou des directeurs ;

3° une mission d'information du pouvoir organisateur sur tout ou partie de la gestion et du fonctionnement de la haute école, ainsi que sur l'état de son patrimoine;

4° une mission d'enquête administrative.

Dans l'hypothèse visée au 2°, dans les limites et conditions fixées par le pouvoir organisateur, les organes de gestion, le directeur-président et/ou les directeurs de catégorie soumettent leurs décisions au visa préalable du comité d'accompagnement.

§ 4. Pendant la durée de leur mission, l'administrateur provisoire et le comité d'accompagnement rendent compte du déroulement de leur mission au pouvoir organisateur.

Au terme de leur mission, l'administrateur provisoire et le comité d'accompagnement adressent un rapport écrit sur le déroulement de leur mission et la situation financière de la haute école au pouvoir organisateur.

§ 5. Dans le cadre de l'exercice de leur mission, l'administrateur provisoire et le comité d'accompagnement ont accès à tout document, quel qu'en soit le support, relatif à la gestion et au fonctionnement de la haute école, de ses départements et de son patrimoine.

Les membres des organes de gestion, le directeur-président, les directeurs et les membres du personnel de la haute école collaborent avec le comité d'accompagnement et l'administrateur provisoire.

Dans le cadre de l'exercice de la mission visée au paragraphe 3, 4°, le comité d'accompagnement procède à des auditions dans le respect du principe du contradictoire et dresse des procès-verbaux. Le comité d'accompagnement informe les membres des organes de gestion, le directeur-président, les directeurs et les membres du personnel de la haute école entendus dans ce cadre qu'ils ne sont pas tenus de collaborer s'ils sont susceptibles d'être mis en cause.

§ 6. L'administrateur provisoire jouit du statut pécuniaire de directeur-président.

§ 7. Pour les hautes écoles organisées par la Communauté française, le Parlement de la Communauté française est informé de la désignation d'un administrateur provisoire et/ou du comité d'accompagnement visé au § 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE V. — *Gestion des hautes écoles en cas de fusion*

**Art. 35. § 1<sup>er</sup>** En cas de fusion entre hautes écoles, la proposition de fusion visée à l'article 62 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles peut prévoir qu'un ou plusieurs directeurs-présidents ou directeurs des hautes écoles fusionnées achèveront leur mandat au sein de la haute école issue de la fusion. A défaut, il est procédé à une désignation conformément aux dispositions du chapitre premier du Titre III du présent décret.

Dans le cas où plusieurs directeurs-présidents ou directeurs conservent ainsi leur mandat, la proposition de fusion prévoit également les modalités de l'exercice de ces mandats, étant entendu que l'ensemble des prérogatives des directeurs-présidents et des directeurs prévues par les dispositions décrétales et réglementaires ne peut être exercé simultanément par plusieurs mandataires. La proposition de fusion peut toutefois prévoir la participation de ces mandataires au Conseil d'administration, à l'organe de gestion ou au Collège de direction.

Elle peut également prévoir, pour une durée de 5 ans maximum, une pondération des voix au Collège de direction.

§ 2. Les mêmes dispositions sont d'application en cas de transfert.

TITRE IV. — *Subsides sociaux*

**Art. 36. § 1<sup>er</sup>.** La Communauté française intervient, au moyen d'allocations annuelles dénommées subsides sociaux dans le financement des besoins sociaux des étudiants.

§ 2. Les subsides sociaux visés au § 1<sup>er</sup> sont calculés sur la base du nombre d'étudiants finançables au 1<sup>er</sup> février de l'année précédant l'année budgétaire. Jusque et y compris l'année budgétaire 2018, à ce montant est ajouté le montant visé à l'article 21<sup>quater</sup>, § 3, a), du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

À partir de l'année budgétaire 2019, un montant de 380,64 EUR par étudiant est attribué pour les 2.500 premiers étudiants et un montant de 253,10 EUR par étudiant au-delà de 2.500. À partir de l'année 2019, ces montants sont adaptés annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante : indice des prix du mois de janvier de l'année budgétaire concernée/Indice des prix du mois de janvier de l'année budgétaire 2013.

Pour les années 2019 à 2021, les montants par étudiant obtenus en application des deux alinéas précédents sont octroyés à concurrence de 40 % en 2019, de 60 % en 2020, et de 80 % en 2021.

§ 3. Les subsides sociaux font l'objet de liquidations trimestrielles.

**Art. 37.** Les subsides sociaux visés à l'article 36 doivent servir aux fins ci-après: fonctionnement du Conseil des étudiants visé à l'article 10 du décret du 21 décembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur, aides sociales directes ou indirectes aux étudiants, des services sociaux, des services d'orientation, des restaurants et homes estudiantins, contribution à la construction, à la modernisation, à l'agrandissement et à l'aménagement des immeubles affectés à ces objets.

Le Gouvernement complète le cas échéant cette liste et fixe des minimas et des plafonds pour l'utilisation de chacune des catégories visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans le respect de l'alinéa 3.

Les subsides sociaux visés à l'article 36 servent, notamment, à la mise en œuvre du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'Enseignement supérieur inclusif dans les limites fixées à l'article 31 de ce décret.

Les critères académiques ne peuvent rentrer en compte dans l'admissibilité et l'admission des étudiants au bénéfice de l'aide octroyé par le Conseil social.

**Art. 38.** Avant le 1<sup>er</sup> décembre, le Conseil social dresse un budget pour l'année budgétaire suivante, après avis du Conseil des étudiants.

Le budget distingue les opérations à charge des allocations de l'année budgétaire en cours de celles à charge des soldes des années budgétaires précédentes.

Le Conseil social tient une comptabilité complète. Il soumet annuellement sa comptabilité et ses comptes à un réviseur d'entreprise.

Il remet au Gouvernement avant le 31 mars un compte annuel de l'année budgétaire précédente et un rapport annuel.

Ce rapport annuel comprend:

- 1° une justification de la gestion financière pour l'année budgétaire précédente;
- 2° un aperçu de l'effectif en personnel;
- 3° un inventaire du patrimoine;
- 4° le rapport du réviseur d'entreprise ou du receveur attitré;
- 5° un rapport sur l'affectation précise de l'intervention de la Communauté française.
- 6° un exposé de la politique suivie par le Conseil social dans l'utilisation des subsides sociaux ;
- 7° les critères d'octroi d'aides financières en faveur des étudiants;
- 8° la description des services juridiques, d'orientation et de placement aux emplois d'étudiant, rendus dans le cadre de l'utilisation des subsides sociaux;
- 9° les collaborations éventuelles avec d'autres hautes écoles ou des institutions universitaires en matière de services sociaux.

**Art. 39.** Les Conseils sociaux de plusieurs établissements d'enseignement supérieur, au sens de l'article premier du décret du 7 novembre 2013, peuvent mettre jusqu'à 30 % de leurs subsides sociaux en commun dans le but de pouvoir mener des projets en commun ou de mutualiser ou d'optimiser certaines dépenses. Pour la gestion de ces dépenses, chaque Conseil social délègue un représentant du personnel directeur et un représentant du personnel enseignant et deux représentants des étudiants qui siègent dans un Conseil social inter-établissements. Les positions arrêtées par ce Conseil social inter-établissements peuvent faire l'objet d'un veto à la majorité d'un des Conseils sociaux partenaires.

**Art. 40.** Lorsque le montant des réserves du Conseil social excède deux fois le montant des subsides sociaux alloués lors de l'année budgétaire précédente, la somme excédant ce montant est déduite des prochaines allocations et versée au Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur institué par le décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

**Art. 41.** Les dossiers individuels introduits par les étudiants auprès du Conseil social sont traités de manière anonyme.

Les membres du Conseil social sont tenus dans l'exercice de leur mandat au secret professionnel lorsqu'ils instruisent des demandes individuelles d'étudiants.

Le Conseil social désigne une ou plusieurs personnes de référence. Cette personne est chargée de traiter les dossiers de demande d'intervention du Conseil social introduits par les étudiants. Elle s'assure que les dossiers ou leur résumé, transmis au Conseil social pour décision, ne présentent aucune donnée personnelle permettant d'identifier directement l'étudiant. La personne de référence ne peut être membre du Conseil social et est tenue au secret professionnel.

#### TITRE V. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles*

**Art. 42.** A l'article 37bis, alinéa 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, le 2° est complété par les mots « ou un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale ».

**Art. 43.** À l'article 61, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots "une catégorie, d'une section ou d'une sous-section" sont remplacés par les mots "un département ou d'un cursus";
- 2° les mots "de la catégorie, d'une section ou d'une sous-section" sont remplacés par les mots "du département ou du cursus";
- 3° le § 2 est complété par les mots "ou dans la zone académique interpôles".

**Art. 44.** À l'article 62 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :
  - 1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "autorités" sont remplacés par les mots "autorités académiques";
  - 2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "visés aux articles 65 et 69" sont remplacés par les mots "visés à l'article 35 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles";
  - 3° alinéa 2, les mots "autorités" sont remplacés par les mots "autorités académiques".
- b) au § 2, les mots "autorités" sont remplacés par les mots "autorités académiques".

**Art. 45.** À l'article 63 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

- a) au § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :
  - 1° au 1°, les mots "article 6" sont remplacés par les mots "article 4 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles";
  - 2° au 2°, les mots "article 7" sont remplacés par les mots "article 11 du décret du xx précité";
  - 3° au 7°, les mots "des domaines et" sont insérés entre les mots "dénomination" et "des départements";
  - 4° le 9° est complété par les mots "et le nombre maximal de directeurs de l'institution fusionnée. Ce nombre maximal ne peut excéder l'addition du nombre de directeurs des établissements fusionnés";
  - 5° le 11° est supprimé;
  - 6° le 12° est supprimé;
  - 7° le 13° est complété par les mots "ainsi que la démonstration de la viabilité financière du projet de fusion, notamment au moyen d'une projection budgétaire pluriannuelle et les avantages";
- b) le § 2 est remplacé par ce qui suit : "§ 2. La proposition de transfert entre hautes écoles comprend :
  - 1° le projet pédagogique, social et culturel, visé à l'article 4 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles, de la « haute école cessionnaire » tel que modifié à la suite du transfert;
  - 2° les avis visés à l'article 11 du décret du xx précité;
  - 3° à la suite du transfert, un relevé de la répartition de la population par cursus, par type d'enseignement supérieur et par implantation;
  - 4° le nombre et la dénomination des domaines et des départements;
  - 5° le cas échéant, les modifications de la composition du nouveau pouvoir organisateur ;
  - 6° la composition et les compétences des organes de gestion et de consultation à la suite du transfert;
  - 7° l'ensemble des conventions passées entre hautes écoles et, le cas échéant, avec ou entre les pouvoirs organisateurs des hautes écoles non constituées sous forme de personne morale, relatives à la transmission des droits et obligations à la « haute école cessionnaire » en ce compris les conventions avec les tiers, et, le cas échéant, relative à la mise à la disposition de la « haute école cessionnaire » du patrimoine du pouvoir organisateur de la « haute école cédante »;
  - 8° les avantages financiers et la démonstration de la viabilité financière de la proposition de transfert ;
  - 9° les avantages pédagogiques ;
  - 10° l'avis des organes de concertation locale."

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 46.** A l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à la fin l'alinéa premier, les mots « et non électives » sont ajoutés ;
- b) dans le point C. 1., les mots « de catégorie » sont supprimés ;
- c) est ajouté un point « D. Fonction non élective : Directeur adjoint

La fonction de directeur adjoint est accessible aux maîtres de formation pratique, maîtres principaux de formation pratique, maîtres assistants, chargés de cours, chefs de travaux, professeurs et chefs de bureau d'études, ainsi qu'aux membres du personnel administratif de niveau 1, définitifs. ».

**Art. 47.** A l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéas 5, 6 et 7, du même décret, les mots « de catégorie » sont supprimés.

**Art. 48.** L'article 15 du même décret est remplacé par : « Art. 15. Le pouvoir organisateur ne peut désigner à une fonction élective de directeur-président ou de directeur un candidat qui ne satisfait pas à l'une des conditions suivantes :

- 1° soit être nommé ou engagé à titre définitif dans une ou plusieurs fonctions suivantes : maître assistant, chargé de cours, chef de travaux, professeur, chef de bureau d'études ;
- 2° soit être nommé ou engagé à titre définitif comme membre du personnel administratif de niveau 1. ».

**Art. 49.** L'article 16 du même décret est remplacé par « Art. 16. Le directeur-président ou le directeur qui a été désigné pour deux mandats au moins et qui est âgé de minimum 55 ans à la fin du dernier mandat bénéficie du barème de chef de travaux jusqu'à la fin de sa carrière. ».



**Art. 50.** L'article 44 du même décret est abrogé.

CHAPITRE III. — *Modifications du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 51.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 1<sup>o</sup>, b), les mots « décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles » sont remplacés par les mots « décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles » ;
- b) le 6<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 6<sup>o</sup> Autorités de la haute école: les autorités de la haute école visées à l'article 2, 2<sup>o</sup>, du décret ; » ;
- c) le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 7<sup>o</sup> Département : département visé à l'article 2, 3<sup>o</sup> du décret ; » ;
- d) le 8<sup>o</sup> est supprimé ;
- e) le 9<sup>o</sup> est supprimé ;
- f) le 10<sup>o</sup> est supprimé ;
- g) le 15<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 15<sup>o</sup> réseau : un des réseaux visés à l'article 8 du décret. ».

**Art. 52.** A l'article 21 quater, § 3, a), du même décret, les mots « Ce produit est un complément au montant des subsides sociaux visés à l'article 89 du décret; » sont remplacés par les mots « Jusque et y compris lors de l'année budgétaire 2018, ce produit est un complément au montant des subsides sociaux visés à l'article 36 du décret. À partir de l'année budgétaire 2019, ce produit est intégré au montant des subsides sociaux et n'est plus accordé selon le mécanisme du présent article ; ».

**Art. 53.** Aux articles 29, alinéa 5, 34bis, alinéa 3, b), et 41, alinéa 6, du même décret, les mots « de catégorie » sont chaque fois abrogés.

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 54.** À l'article 2 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :  
« 7<sup>o</sup> Décret du 21 février 2019 : décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles ; » ;
- b) le 11<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :  
« 11<sup>o</sup> Haute école : haute école visées à l'article 11 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ; » ;
- c) le 12<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :  
« 12<sup>o</sup> Haute école de la Communauté française : haute école appartenant au réseau de la Communauté française défini à l'article 8 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles ; » ;
- d) le 13<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :  
« 13<sup>o</sup> Haute école officielle subventionnée : haute école appartenant au réseau de l'enseignement officiel subventionné défini à l'article 8 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles ; » ;
- e) le 14<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :  
« 14<sup>o</sup> Haute école libre subventionnée : haute école appartenant au réseau de l'enseignement libre subventionné défini à l'article 8 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles ; » ;
- f) le 15<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :  
« 15<sup>o</sup> Pouvoir organisateur : pouvoir organisateur défini à l'article 2, 6<sup>o</sup> du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles ; » ;
- g) le 16<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :  
« 16<sup>o</sup> Autorités de la haute école : autorités définies à l'article 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles ; » ;
- h) le 17<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :  
« 17<sup>o</sup> Conseil d'administration : instance visée à l'article 2, 1<sup>o</sup>, b) du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles ; » ;
- i) le 18<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :  
« 18<sup>o</sup> Organe de gestion : instance visée à l'article 2, 5<sup>o</sup>, du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles ; » ;
- j) le 19<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :  
« 19<sup>o</sup> Collège de direction : instance définie à l'article 10 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles. ».

**Art. 55.** Aux articles 41 § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 52, alinéa 3, 144, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 225, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même décret les mots « de catégorie » sont chaque fois abrogés.

**Art. 56.** A l'article 173 du même décret les mots « pour chaque catégorie » sont remplacés par les mots « pour chaque domaine d'enseignement ».

**Art. 57.** Dans le même décret, les mots « décret du 5 août 1995 » sont partout remplacés par les mots « décret du 21 février 2019 ».

CHAPITRE V. — *Modifications du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts*

**Art. 58.** A l'article 59, 1<sup>er</sup> alinéa, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts les mots « A ce montant est ajouté le montant visé à l'article 4, § 4, a), du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire. » sont remplacés par les mots « Jusqu'à et y compris lors de l'année budgétaire 2018, à ce montant est ajouté le montant visé à l'article 4, § 4, a), du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire. À partir de l'année budgétaire 2019, un montant de 380,64 EUR par étudiant est attribué pour les 2.500 premiers étudiants et un montant de 253,10 EUR par étudiant au-delà de 2.500. À partir de l'année 2019, ces montants sont adaptés annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante : indice des prix du mois de janvier de l'année budgétaire concernée / Indice des prix du mois de janvier de l'année budgétaire 2013.

Pour les années 2019 à 2021, les montants par étudiant obtenus en application de l'alinéa précédent sont octroyés à concurrence de 40 % en 2019, de 60 % en 2020, et de 80 % en 2021. ».

CHAPITRE VI. — *Modifications du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire*

**Art. 59.** À l'article 4, § 3, a), du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire les mots « Ce produit est un complément au montant des subsides sociaux visés à l'article 59 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants); » sont remplacés par les mots « Jusqu'à et y compris lors de l'année budgétaire 2018, ce produit est un complément au montant des subsides sociaux visés à l'article 59 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants). À partir de l'année budgétaire 2019, ce produit est intégré au montant des subsides sociaux et n'est plus accordé selon le mécanisme du présent article ; ».

CHAPITRE VII. — *Modifications du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des hautes écoles, des écoles supérieures des arts et des instituts supérieurs d'architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française*

**Art. 60.** À l'article 2 du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des hautes écoles, des écoles supérieures des arts et des instituts supérieurs d'architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> Décret du 21 février 2019 : décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en hautes écoles ; » ;

b) le 12<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 12<sup>o</sup> Pouvoir organisateur : pouvoir organisateur défini à l'article 2, 6<sup>o</sup>, du décret du 21 février 2019 ; » ;

c) au 13<sup>o</sup> le premier tiret est remplacé par ce qui suit :

« pour les hautes écoles organisées par la Communauté française, le conseil d'administration visé à l'article 2, 1<sup>o</sup>, b), du décret du 21 février 2019 et l'organe de gestion visé à l'article 2, 5<sup>o</sup> du même décret pour les hautes écoles subventionnées par la Communauté française ; » ;

d) le 19<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 19<sup>o</sup> étudiant finançable : notion définie à l'article 15 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. ».

**Art. 61.** Dans le même décret, un article 172quinquies est inséré comme suit :

« Art. 172quinquies. La fonction de directeur d'administration est accessible aux Maîtres-Assistants chargés de la gestion administrative et juridique et aux Maîtres-assistants chargés de la gestion financière et comptable définitifs. ».

**Art. 62.** À l'annexe 1<sup>re</sup> du même décret est insérée, dans les fonctions de rang 1 et de rang 2, la fonction de niveau 1 de directeur d'administration.

**Art. 63.** Dans le même décret, les mots « décret du 5 août 1995 » sont partout remplacés par les mots « décret du 21 février 2019 ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 64.** Le décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles est abrogé, à l'exception des articles 16, 37bis, 37ter, 61, 62, 63, 63bis et 64.

**Art. 65.** Les membres du personnel qui avaient été désignés directeur de catégorie avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés être désignés en qualité de directeur.

**Art. 66.** À titre transitoire, les conseils de catégorie tels que composés avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés être des conseils de département au sens de l'article 26.

**Art. 67.** Le décret de la Communauté française du 21 septembre 2012 relatif à la participation et à la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur est modifié en son article 10, 2<sup>o</sup>. Le mot « catégorie » est remplacé par « département ou domaine d'études ».

**Art. 68.** Lorsque le pouvoir organisateur décide d'appliquer l'article 17 du présent décret, les mandats individuels qui sont en cours prennent fin à la date de désignation du nouveau collège de direction.

**Art. 69.** Le présent décret entre en vigueur le 10<sup>ème</sup> jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 février 2019.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

—————  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n°740-1. – Amendement de commission, n° 740-2 - Rapport de commission, n° 740-3. – Texte adopté en commission, n° 740-4 – Amendements en séance, n° 740-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 740-6

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 20 février 2019.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40626]

#### 21 FEBRUARI 2019. — Decreet tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

##### TITEL I. — *Definities en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** In dit decreet is het gebruik van mannelijke namen gemeenslachtig.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verwezen naar de definities bedoeld bij artikel 15 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies. Daarnaast, dient verstaan te worden onder:

1° academische overheid van de hogeschool:

- a) Voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen: de instanties die, binnen iedere hogeschool, ertoe gemachtigd zijn, ofwel door de inrichtende machten van de hogescholen die niet samengesteld zijn in de vorm van rechtspersonen, ofwel statutair, ofwel per delegatie, om de competenties uit te oefenen die verbonden zijn met het onderwijs die hem door dit decreet worden toegewezen;
- b) Voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen: de raad van bestuur bedoeld bij artikel 30 of, in de gevallen bepaald in artikel 29, tweede lid, het directiecollege bedoeld bij artikel 10;

2° decreet van 7 november 2013: het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

3° Departement: de entiteit die binnen een hogeschool sommige activiteiten van hoger onderwijs samenbrengt, per studiegebied of per gebiedoverschrijdende eenheden;

4° Organen voor plaatselijk overleg: de Ondernemingsraad de lokale paritaire commissie (COPALOC), het basisoverlegcomité (COCOBA), het comité voor preventie en bescherming op het werk (CPWB) ;

5° het beheersorgaan: instantie gemachtigd om de bevoegdheden van de academische overheid uit te oefenen;

6° inrichtende macht: rechtspersonen die de verantwoordelijkheid van het onderwijs verstrekt in een hogeschool waarnemen.

**Art. 3.** Dit decreet is van toepassing op de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bedoeld bij artikel 11 van het decreet van 7 november 2013.

**Art. 4.** Elke hogeschool steunt op een educatief, sociaal en cultureel project. De presentatie van deze bevat a minima de volgende elementen, ontwikkeld in de vorm van afzonderlijke hoofdstukken:

1 ° beschrijving van de middelen die door de hogeschool worden ingezet voor het integreren van de opdrachten, doelstellingen en finaliteiten van het hoger onderwijs als bedoeld in titel I, hoofdstukken I en II, van het decreet van 7 november 2013;

2 ° de definitie van de opdrachten van de hogeschool, de articulatie van deze opdrachten onderling en de beschikbaarheid van actoren, inclusief leraren, in het kader van deze opdrachten;

3 ° de definitie van de specifieke kenmerken van het korte en/of het lange type onderwijs door de hogeschool;

4 ° de definitie van de specifieke kenmerken van het onderwijs in verband met de aard van de hogeschool en de middelen die worden ingezet om deze specificiteiten te behouden;

5 ° beschrijving van de middelen die zijn ingezet om slagen te bevorderen en niet-slagen te bestrijden;

6 ° beschrijving van de middelen die worden ingezet om de mobiliteit van studenten en docenten met andere Belgische of buitenlandse instellingen voor hoger onderwijs te waarborgen;

7 ° een definitie van de methoden voor de organisatie van de participatie van de actoren van de onderwijsgemeenschap binnen de hogeschool en de verspreiding van de informatie inzonderheid over de beslissingen van de academische overheid van de hogeschool;

8 ° beschrijving van de middelen die worden ingezet om de hogeschool te integreren in haar sociale, economische en culturele omgeving;

9 ° definitie van de methoden voor de implementatie van kwaliteitscontrole binnen de hogeschool;

10 ° beschrijving van de middelen die door de hogeschool worden ingezet om interdisciplinariteit binnen een vakgebied of tussen de door de hogeschool georganiseerde vakgebieden te bevorderen;

11 ° beschrijving van de middelen die door de hogeschool zijn geïmplementeerd om het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs, zoals gewijzigd, ten uitvoer te leggen.

Deze hoofdstukken verschijnen en worden ontwikkeld in ieder educatief, sociaal en cultureel project.

De middelen worden vrij bepaald door de academische overheid van de hogescholen.

**Art. 5.** Elke wijziging van het pedagogische, sociale en culturele project ingediend door de academische overheid van de hogeschool is onderworpen aan het advies van de Pedagogische Raad en de studentenraad bedoeld in artikel 10 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs.

Om in aanmerking te worden genomen, worden de in het vorige lid genoemde adviezen binnen dertig dagen na ontvangst van het project, aan de academische overheid van de hogescholen gegeven.

**Art. 6.** Het educatieve, sociale en culturele project is een openbaar document dat online toegankelijk is en op verzoek wordt verstrekt door de academische overheid van de hogeschool.

**Art. 7. § 1.** Wanneer de meerderheid van de vertegenwoordigers, hetzij stafleden, hetzij studenten, die zitting hebben in de Pedagogische raad van een hogeschool, van mening zijn dat de academische overheid van de hogeschool niet een of meer van de in het pedagogische project voorziene middelen implementeren, sociaal en cultureel, kan het een gemotiveerd verzoek indienen voor het bijeenroepen van de Pedagogische Raad bij het Directiecollege van de hogeschool.

§ 2. Het Directiecollege van de hogeschool roept de Pedagogische raad binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek bijeen en brengt op de agenda het punt dat de oproeping heeft gemotiveerd. De Pedagogische Raad hoort de academische overheid van de hogeschool en geeft haar na de afsluiting van de debatten een met redenen omkleed advies over de naleving van de verbintenissen die zijn voorzien in het educatieve, maatschappelijke en culturele project.

§ 3. In het geval dat de Pedagogische Raad een negatief advies geeft, betekenen de academische overheid van de hogeschool binnen 15 dagen na ontvangst van deze een beslissing om het advies al dan niet te geven en de toezeggingen na te leven voorzien in het educatieve, sociale en culturele project.

§ 4. In geval van een negatieve beslissing, of het ontbreken van een beslissing door de academische overheid van de hogeschool, geeft de Pedagogische raad, via de directeur-voorzitter, de Regering een met redenen omkleed advies over het respecteren door de hogeschool van de toezeggingen in het educatieve, sociale en culturele project. Het advies moet de middelen die worden geboden in het educatieve, sociale en culturele project die niet zijn uitgevoerd door de academische overheid van de hogeschool en maatregelen voorstellen om dit te verhelpen.

§ 5. In voorkomend geval stelt de Regering de academische overheid van de hogeschool in kennis van een ingebrekestelling waarin wordt bepaald binnen welke termijn zij de in het pedagogisch, sociaal en cultureel project bedoelde middelen moet toepassen en de middelen voorstellen om deze te verhelpen.

§ 6. Indien de Regering na afloop van de ingebrekestelling constateert dat de academische overheid van de hogeschool in gebreke blijft de in de aanmaningsbrief vermelde middelen te respecteren, schort zij de betaling van de middelen van de werking van de hogeschool op als bedoeld in artikel 29, eerste lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die bepaald was voor de eerste maand van het kwartaal volgend op de bovengenoemde bevinding.

## TITEL II. — *Juridische aard van de hogescholen*

**Art. 8.** Elke inrichtende macht van een hogeschool bevindt zich in een van de volgende netwerken:

1 ° het netwerk van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2 ° het netwerk van het gesubsidieerd officieel onderwijs dat de hogescholen omvat die zijn georganiseerd door de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten of andere juridische entiteiten van publiek recht;

3 ° het gesubsidieerd vrij onderwijsnetwerk dat de hogescholen omvat die door particulieren zijn georganiseerd.

**Art. 9.** Elke door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogeschool vormt een autonome boekhoudkundige administratieve dienst als bedoeld in artikel 2, lid 5, van het decreet van 20 december 2011 betreffende de organisatie van de begroting en de rekeningen van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De hogescholen die deel uitmaken van het gesubsidieerde vrije onderwijsnetwerk en het gesubsidieerde officiële onderwijsnetwerk bestaan in de vorm van rechtspersonen. De hogescholen die onder de bevoegdheid van de organisatie van een enkele gemeente of een enkele provincie vallen, kunnen echter van deze verplichting afwijken.

De inrichtende machten van instellingen voor hoger onderwijs die hun eigendomsrecht op hun patrimonium hebben behouden door de daaraan verbonden verplichtingen te aanvaarden, plaatsen de elementen van dit patrimonium die noodzakelijk zijn voor de activiteit van de hogeschool ter beschikking van deze.

**TITEL III. — Beheer van hogescholen****HOOFDSTUK I. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd****EERSTE AFDELING. — Samenstelling van het Directiecollege****Onderafdeling I. — Gemeenschappelijke bepalingen**

**Art. 10.** Het Directiecollege bestaat uit de directeurs en de directeur-voorzitter die het voorzitterschap bekleedt.

De samenstelling van het Directiecollege wordt voorgesteld, na advies van de lokale overlegorganen, door het beheersorgaan van de inrichtende macht, die deze aanneemt. Het Directiecollege vertegenwoordigt alle studiegebieden van de hogeschool.

Het maximumaantal directeurs mag niet groter zijn dan het aantal categorieën dat bestaat in de hogeschool op de dag van de inwerkingtreding van dit decreet, plus één.

Aan het einde van een ambtstermijn kan dit aantal worden herzien volgens de procedure van lid 2.

De directeurs zijn verantwoordelijk voor het beheer van onderwijs- en/of transversale opdrachten.

**Art. 11.** De methode om verkiezingen te organiseren, hetzij door stemming op de lijst, hetzij door individuele mandaten, wordt vastgesteld door de inrichtende macht na advies van de lokale overlegorganen en op voorstel van het beheersorgaan.

**Art. 12.** Na advies van de lokale overlegorganen en op voorstel van het beheersorgaan, stelt de inrichtende macht een ambtsprofiel vast voor elk ambt dat binnen het Directiecollege moet worden vervuld, met inbegrip van de verwachte competenties.

Voor de hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, bepaalt de raad van bestuur de ambtsprofielen van de directeurs.

Deze ambtsprofielen van de leden van het Directiecollege worden ter kennis gebracht van lokale overlegorganen.

**Art. 13.** Elk lid van het Directiecollege is gebonden aan zijn inrichtende macht door een opdrachtblad dat deel uitmaakt van het profiel van het ambt. Dat opdrachtblad is mede opgesteld door de inrichtende macht en de aangewezen directeur. Het stelt individuele doelstellingen en kan in een individueel trainingsplan voorzien.

De inrichtende macht informeert de lokale overleginstantie over de specifieke opdrachten die aan elke directeur zijn toegewezen.

Halverwege de looptijd voert de inrichtende macht een formatieve evaluatie uit met de directeur van de implementatie van het opdrachtblad en geeft mogelijk advies voor de voortzetting van de ambtstermijn.

**Art. 14.** Wanneer in het opdrachtblad in een opleidingsplan is voorzien, moet het lid van het betrokken Directiecollege uiterlijk halverwege de looptijd verslag uitbrengen aan zijn inrichtende macht, anders verliest hij zijn geschiktheid voor een toekomstige ambtstermijn. De Regering kan de assen vaststellen die ten minste moeten worden gedekt door de opleidingen, die ofwel in netoverschrijding, ofwel door de netwerken, ofwel op initiatief van de hogescholen worden georganiseerd.

**Art. 15.** De ambtstermijn van de directeur-voorzitter en de directeurs bedraagt vijf jaar en kan worden verlengd.

Het Directiecollege stelt aan de inrichtende macht de benoeming van een vice-directeur-voorzitter voor ter vervanging van de directeur-voorzitter in het geval van een korte afwezigheid.

In geval van afwezigheid van lange duur, wordt een plaatsvervanger aangewezen door het beheersorgaan, op voorstel van het Directiecollege, tot de terugkeer van de titularis.

De directeur-voorzitter en de directeurs kunnen een gedeeltelijke leeropdracht uitoefenen ten belope van een maximum van twee tienden van een opdracht.

Het mandaat van directeur-voorzitter is onverenigbaar met een mandaat van directeur, maar de Regering kan van deze onverenigbaarheid op met redenen omkleed verzoek van de academische overheid van de hogeschool afwijken. Dit verzoek moet het advies van lokale overlegorganen bevatten.

**Art. 16.** Het Directiecollege legt verslagen voor aan het beheersorgaan met betrekking tot weigeringen van registratie, het slagen van studenten, de toewijzing van personeel en het gebruik van pedagogische middelen.

**Onderafdeling II. — Aanwijzingsproces voor Collegeleden per lijst**

**Art. 17. § 1.** Wanneer de verkiezing door een lijst wordt georganiseerd, worden de directeur-voorzitter en directeurs van de kandidaten voor een verkiezing op een lijst voorgedragen, op basis van een vijfjarig strategisch plan.

§ 2. Met het oog op de verkiezing van het Directiecollege, wordt door de academische overheid een oproep gedaan gedurende de zesde maand voorafgaand aan het verstrijken van de ambtstermijn van de huidige directeur-voorzitter.

De oproep bepaalt het aantal en de aard van de mandaten die moeten worden vervuld. Deze oproep specificeert de voorwaarden voor het opnemen op de lijst van externe kandidaten.

§ 3. Tenzij naar behoren gemotiveerde uitzondering, benoemt de inrichtende macht de directeur-voorzitter en de directeurs die op de lijst voorkomen en die meer dan 50 % van de uitgebrachte stemmen hebben behaald. Als geen enkele lijst meer dan 50 % van de uitgebrachte stemmen heeft behaald, wordt een tweede ronde georganiseerd om te beslissen tussen de twee lijsten die in de eerste ronde de meeste stemmen behaalden.

Aan het einde van deze tweede ronde benoemt de inrichtende macht de directeur-voorzitter en de directeurs die op de lijst verschijnen die de meeste stemmen heeft behaald.

Als er slechts één lijst wordt gepresenteerd bij de verkiezing en er niet meer dan 50 % van de uitgebrachte stemmen wordt behaald, wordt onmiddellijk door de academische overheid een nieuwe interne oproep gedaan.

Aan het einde van deze tweede oproep benoemt de inrichtende macht, als een of meer andere lijsten bij de verkiezing worden gepresenteerd, de directeur-voorzitter en de directeurs die op de lijst verschijnen die de meeste stemmen heeft behaald.

Als de lijst enig blijft, benoemt de inrichtende macht de directeur-voorzitter en de directeurs die op de lijst voorkomen.

**Art. 18.** Wanneer een lopende ambtstermijn afloopt vóór het verstrijken van de termijn, wordt een vervanger benoemd door de inrichtende macht, op voorstel van het beheersorgaan, tot het einde van de lopende ambtstermijn.

Onderafdeling III. — Aanwijzingsproces voor individuele mandaten

**Art. 19.** Wanneer de mandaten individueel zijn, doet de academische overheid uiterlijk zes maanden vóór het aflopen van elk in te vullen mandaat een oproep.

Voor elke te vervullen termijn, bepaalt de academische overheid, na het advies van de lokale overleginstantie te hebben ingewonnen, het interne of externe karakter van deze oproep.

Als er intern geen kandidaat is of als er slechts één kandidaat aanwezig is, kan een externe oproep opnieuw worden gestart.

**Art. 20.** De directeur-voorzitter wordt benoemd door de inrichtende macht die hem kiest uit een lijst die resulteert uit de stemming van alle personeelsleden van de hogeschool, een van de eerste drie kandidaten.

Deze lijst vermeldt de kandidaten in volgorde van het aantal behaalde stemmen.

Als de kandidaat enig is, is er een stemming voor of onthouding.

Een aanwijzingsprocedure kan worden vastgesteld door de inrichtende macht, na advies van de lokale overlegorganen.

Wanneer de inrichtende macht niet de kandidaat benoemt die de meeste stemmen heeft behaald, deelt zij elke gegadigde de redenen voor haar keuze mee met betrekking tot de criteria die zijn vastgelegd in de overeenkomstig het vorige lid vastgestelde procedure.

**Art. 21.** Een directeur wordt aangesteld door de inrichtende macht die ervoor kiest uit een lijst die voortvloeit uit de stemming van de personeelsleden van het gebied of de betrokken studierichting, of uit alle personeelsleden van de hogeschool als het ambtsprofiel transversaal is, een van de eerste drie kandidaten.

Deze lijst vermeldt de kandidaten in volgorde van het aantal behaalde stemmen.

Als de kandidaat enig is, is er een stemming voor of onthouding.

Een interne benoemingsprocedure kan worden vastgesteld door de inrichtende macht, na advies van de lokale overlegorganen.

Wanneer de inrichtende macht niet de kandidaat benoemt die de meeste stemmen heeft behaald, deelt zij elke gegadigde de redenen voor haar keuze mee met betrekking tot de criteria die zijn vastgelegd in de overeenkomstig het vorige lid vastgestelde procedure.

**Art. 22.** Wanneer een lopende termijn eindigt vóór het laatste jaar van de ambtstermijn, worden er nieuwe verkiezingen gehouden.

Onderafdeling IV. — Voorwaarden om stemmer te zijn

**Art. 23.** § 1. Voor de verkiezing van het Directiecollege per lijst, voor de verkiezing van de directeur-voorzitter in het geval van een individueel mandaat en voor de verkiezing van een transversale directeur, zijn de kiezers alle leden van het personeel van de hogeschool.

Voor de toepassing van het vorige lid worden alleen die personeelsleden die op de sluitingsdatum van de kiezerslijst ten minste een tiende deel van een volledig lesschema op de hogeschool uitvoeren, in aanmerking genomen. Elke medewerker of een persoon die een contractuele relatie heeft met de hogeschool tijdens elk van de drie academiejaren voorafgaand aan de sluitingsdatum van de kiezerslijst, wordt beschouwd als een lid van het personeel.

§ 2. Voor de verkiezing van een directeur van een gebied of departement, worden alleen personeelsleden die ten minste een tiende van een volledige opdracht op het gebied of de afdeling van de hogeschool verrichten, in aanmerking genomen, op de sluitingsdatum van de lijsten van kiezers. Elke medewerker of een persoon die een contractuele relatie heeft met de hogeschool tijdens elk van de drie academiejaren voorafgaand aan de sluitingsdatum van de kiezerslijst, wordt beschouwd als een lid van het personeel.

§ 3. Een personeelslid heeft recht op slechts één stem.

Volmachtstemmen is verboden.

*Afdeling II. — Adjunct-directeuren en bestuursdirecteurs*

**Art. 24.** § 1. Een adjunct-directeur kan verantwoordelijk zijn voor het pedagogisch en/of administratief beheer van een site, de educatieve coördinatie van een of meer cursussen, of vakoverschrijdende taken om onderwijsdoel-einden.

Hij werkt onder het hiërarchische gezag van een directeur of de directeur-voorzitter, en de personeelsleden die met hem werken zijn, in de uitoefening van zijn ambt, onder zijn functionele autoriteit.

Het maximaal aantal adjunct-directeuren wordt vastgesteld door het beheersorgaan na lokaal overleg.

Aan het einde van een termijn kan dit aantal worden herzien.

§ 2. Op voorstel van het beheersorgaan en na advies van de lokale overlegorganen, lanceert de academische overheid een interne of externe oproep om een of meer adjunct-directeursposten toe te kennen, met vermelding van de ambtsprofielen.

Het ambt van adjunct-directeur wordt opgericht en de toegangsvoorwaarden worden vastgelegd in artikel 5 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.

Het ambt van adjunct-directeur is niet-verkiezbaar. De adjunct-directeur wordt, na raadpleging van de lokale overlegorganen en op voorstel van het beheersorgaan, door de inrichtende macht benoemd voor een hernieuwbare periode van vijf jaar.

Tijdens de uitoefening van zijn ambt blijft hij onderworpen aan de wettelijke regels met betrekking tot het ambt waarin hij is aangesteld.

Adjunct-directeuren zijn geen lid van het Directiecollege en hun opdracht is splitsbaar in 5/10 opdrachtfracties.

De Regering bepaalt het geldelijk statuut van de adjunct-directeuren.

**Art. 25.** Er wordt een ambt van bestuursdirecteur opgericht. In elke school wordt het maximale aantal directeuren, evenals hun specifieke opdrachten, vastgesteld door het beheersorgaan, na overleg met de lokale overlegorganen.

De Regering bepaalt het geldelijk statuut van het ambt van bestuursdirecteur.

*Afdeling III. — Departementsraden*

**Art. 26.** Elke hogeschool richt departementen op, hetzij per studiegebied hetzij gebiedoverschrijdend.

De oprichting van de departementen wordt door het beheersorgaan aan de inrichtende macht voorgesteld.

Departementen hebben een Departementsraad die wordt voorgezeten door een directeur of een adjunct-directeur.

De Departementsraad geeft adviezen, hetzij op eigen initiatief of op verzoek van het beheersorgaan of van het Directiecollege over zaken met betrekking tot het departement, inzonderheid op:

- de ontwikkeling of wijziging van de studieprogramma's;
- elk verzoek om een nieuw curriculum aan te maken of te openen;
- het bepalen van de opdrachten van personeelsleden en het schema van cursussen en examens;
- de aanwerving, benoeming of ontslag van personeelsleden;
- de aanwijzing van de uitgenodigde hoogleraren.

In overeenstemming met het tuchtreglement en de beroepsprocedures, zoals omschreven in het studiereglement van de hogeschool, brengt de Departementsraad advies aan het Directiecollege over de tuchtrechtelijke sancties die uitgesproken moeten worden ten laste van studenten.

*Afdeling IV. — Medisch adviseur*

**Art. 27.** In de hogescholen, die een of meer cursussen van leergebieden 14, 15 of 16 organiseren, zoals gedefinieerd in artikel 83 van het decreet van 7 november 2013, is een arts, geregistreerd bij de Orde der Artsen, tot Medisch adviseur benoemd en is belast met het wetenschappelijke toezicht.

*Afdeling V. — Samenstelling van de Maatschappelijke Raad, de Pedagogische Raad en de Departementsraad*

**Art. 28.** In de hogescholen georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap:

1 ° vertegenwoordigen ten minste een kwart van de leden van de Maatschappelijke Raad en de Departementsraad de personeelsleden;

2 ° vertegenwoordigt ten minste een derde van de leden van de Pedagogische Raad de personeelsleden;

3 ° vertegenwoordigen ten minste de helft van de leden van de Maatschappelijke Raad de studenten;

4 ° vertegenwoordigen ten minste een vijfde van de leden van de Departementsraad de studenten;

5 ° vertegenwoordigt ten minste een derde van de leden van de Pedagogische Raad de studenten.

**HOOFDSTUK II. — Beheer van de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap**

**Art. 29.** De hogescholen, georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden beheerd door een Raad van Bestuur en zijn voorzien van een Directiecollege, een Pedagogisch Raad, één of meer Departementsraad(en) en een Maatschappelijke Raad.

Het Directiecollege zorgt voor de uitvoering van de beslissingen van de Raad van Bestuur neemt beslissingen waarvoor hij de delegatie ontvangen heeft en zorgt voor permanent beheer.

De Pedagogische Raad wordt geraadpleegd door de raad van bestuur of het Directiecollege op vragen over het gebruik van pedagogische middelen.

De Maatschappelijke Raad wordt door de raad van bestuur of het Directiecollege geraadpleegd over elke kwestie met betrekking tot de materiële en sociale omstandigheden van de studenten. Het is zijn verantwoordelijkheid om, in overleg met de raad van bestuur van de hogeschool, fondsen te beheren die beschikbaar zijn voor de sociale behoeften van studenten in overeenstemming met de bepalingen van titel IV van dit decreet.

De Departementsraad wordt door de raad van bestuur of het Directiecollege geraadpleegd over elke vraag die specifiek is voor het departement.

**Art. 30.** De Raad van Bestuur is samengesteld uit:

1 ° de directeur-voorzitter;

2 ° directeurs;

3 ° vier personeelsleden van de hogeschool, vast of tijdelijk benoemd voor een onbepaalde duur met ten minste zes jaar anciënniteit, die de vakbondsorganisaties vertegenwoordigen die in het Sector IX-comité zetelen in verhouding tot hun belang in de hogeschool, waarbij elke organisatie ten minste één mandaat heeft, en die door de bedoelde vakbondsorganisaties aan de Regering worden voorgesteld;

4 ° een vertegenwoordiger van het meester-, vak- en dienstpersoneel, gekozen door het betrokken personeel uit zijn midden;

5 ° een vertegenwoordiger van het administratief personeel, benoemd op permanente basis, gekozen door het betrokken personeel uit zijn midden;

6 ° twee personen gekozen door de Regering, rekening houdend met hun bijzondere bekwaamheden in een professionele sector in verband met de georganiseerde studies, en voorgesteld door de leden van de Raad van Bestuur bedoeld in 1°, 2° en 3° op een dubbele lijst;

7 ° vier door de Regering gekozen personen, die maatschappelijke belangengroepen vertegenwoordigen, waarvan de helft wordt voorgesteld door interprofessionele vakbondsorganisaties en de helft door werkgeversorganisaties;

8 ° studenten die de onderwijsgebieden vertegenwoordigen, tot een maximum van ten minste 20 procent van de leden van de Raad van Bestuur.

De leden bedoeld in 8° hebben een plaatsvervanger. Deze laatste vervangt het werkend lid in geval van afwezigheid, overlijden, ontslag of verlies van het studentenstatuut van dit laatste.

De leden bedoeld in 3° en 7° worden door de Regering benoemd voor een periode van vijf jaar. Elk van deze leden heeft een plaatsvervanger die op dezelfde wijze door de Regering wordt benoemd. Deze laatste vervangt het werkend lid in geval van afwezigheid, overlijden, ontslag of verlies van de hoedanigheid die zijn mandaat rechtvaardigde.

De leden bedoeld in 6° worden door de Regering benoemd voor een periode van vijf jaar.

De in 4° en 5° bedoelde leden hebben elk een plaatsvervanger die door de betrokken personeelsleden uit hun midden wordt gekozen. Zij vervangen de gewone leden in geval van afwezigheid, overlijden, ontslag of verlies van hun mandaat.

De mandaten zijn hernieuwbaar.

**Art. 31.** Voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen bepaalt de Regering de samenstelling en de werkwijze van de Pedagogische Raad, de Maatschappelijke Raad en de Departementsraad, alsmede de wijze van benoeming en werkwijze van de raad van bestuur.

#### HOOFDSTUK III. — *Beheer van door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen*

**Art. 32.** De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen worden beheerd door beheersorganen en voorzien van adviesorganen, opgericht en ingesteld door hun inrichtende machten.

Elke hogeschool heeft ten minste één beheersorgaan, een Directiecollege, een Pedagogische raad en een Maatschappelijke Raad.

Het Directiecollege is verantwoordelijk voor de uitvoering van de beslissingen van het beheersorgaan, het nemen van de beslissingen waarvoor het delegatie heeft gekregen en het dagelijks bestuur.

De Pedagogische raad wordt door het beheersorgaan en het Directiecollege geraadpleegd over alle vragen met betrekking tot het gebruik van pedagogische middelen.

De Maatschappelijke Raad wordt geraadpleegd door het beheersorgaan of door het Directiecollege over elke vraag met betrekking tot de materiële en sociale omstandigheden van studenten. Hij is in het bijzonder verantwoordelijk voor het beheer, in overleg met de beheersorganen van de hogeschool, van de middelen die beschikbaar zijn voor de sociale behoeften van studenten, in overeenstemming met de bepalingen van titel IV van dit decreet.

Binnen het beheersorgaan is minstens een kwart van de personeelsleden vertegenwoordigd en is de vertegenwoordiging van studenten gewaarborgd overeenkomstig artikel 21 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en studentenvertegenwoordiging in het onderwijs.

Een kandidaat kan niet worden uitgesloten vanwege zijn hoedanigheid als vakbondsafgevaardigde.

#### HOOFDSTUK IV. — *Noodprocedure voor het beheer van de hogescholen*

**Art. 33.** Wanneer de financiële situatie van een hogeschool of de naleving van wetten, decreten en reglementen dit vereisen, kan de inrichtende macht eisen dat het betrokken beheersorgaan binnen de door haar vastgestelde termijn beraadslaagt over elke vraag die zij stelt.

Wanneer het beheersorgaan bij het verstrijken van de termijn geen beslissing heeft genomen of wanneer de inrichtende macht de beslissing van die instantie niet steunt, kan de inrichtende macht het besluit nemen in plaats van het beheersorgaan.

**Art. 34.** § 1. Wanneer de financiële situatie van de hogeschool of de naleving van wetten, decreten en reglementen dit vereisen, kan de inrichtende macht een voorlopige bestuurder en/of een begeleidend comité aanwijzen.

De voorlopige bestuurder en het begeleidend comité oefenen hun opdrachten uit zonder afbreuk te doen aan die van de Regeringscommissaris. Hun opdrachten zijn complementair.

§ 2. De voorlopige bestuurder is geen lid van het personeel van de hogeschool en heeft geen functioneel of persoonlijk belang bij het beheer ervan.

Hij wordt benoemd voor een periode van maximaal één jaar, die eenmaal kan worden verlengd indien uitzonderlijke omstandigheden een dergelijke verlenging rechtvaardigen. De inrichtende macht kan zijn opdracht te allen tijde beëindigen.

Binnen de door de inrichtende macht gestelde grenzen vervangt de voorlopige bestuurder de beheersorganen van de hogeschool, de directeur-voorzitter en/of de directeurs.

Eenmaal per maand brengt de voorlopige bestuurder aan het beheersorgaan verslag uit over de maatregelen die hij voornemens is te nemen in de uitoefening van zijn ambt.

§ 3 Het begeleidend comité is een collegiaal orgaan dat bestaat uit minstens twee personen die niet tot het personeel van de hogeschool behoren en die geen functioneel of persoonlijk belang hebben bij het beheer van de hogeschool. Het wordt benoemd voor een periode van maximaal één jaar. De inrichtende macht kan zijn opdracht te allen tijde beëindigen.

Het begeleidend comité kan met de volgende opdrachten worden belast:

1° een adviserende opdracht en administratieve en organisatorische ondersteuning van de beheersorganen van de hogeschool, de directeur-voorzitter en/of de directeurs;

2° een toezichtopdracht op alle of een deel van de opdrachten van de beheersorganen van de hogeschool, de directeur-voorzitter en/of de directeurs;

3° een informatieopdracht voor de inrichtende macht over het geheel of een deel van het beheer en de werking van de hogeschool, alsook over de toestand van haar vermogen;

4° een administratieve onderzoeksopdracht.

In het in 2° bedoelde geval leggen de inrichtende macht, de beheersorganen, de directeur-voorzitter en/of de categoriedirecteurs, binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door de inrichtende macht, hun beslissingen ter voorafgaande goedkeuring voor aan het begeleidend comité.

§ 4 Tijdens de duur van hun opdracht brengen de voorlopige bestuurder en het begeleidend comité aan de inrichtende macht verslag uit over de voortgang van hun opdracht.

Na afloop van hun opdracht zenden de voorlopige bestuurder en het begeleidend comité een schriftelijk verslag over de voortgang van hun opdracht en de financiële situatie van de hogeschool aan de inrichtende macht.



§ 5. Bij de uitoefening van hun opdrachten hebben de voorlopige bestuurder en het begeleidend comité toegang tot alle documenten, ongeacht de drager ervan, met betrekking tot het beheer en de werking van de hogeschool, haar diensten en haar vermogen.

De leden van de beheersorganen, de directeur-voorzitter, de directeurs en de personeelsleden van de hogeschool werken samen met het begeleidend comité en de voorlopige bestuurder.

In het kader van de uitoefening van de in lid 3, 4°, bedoelde opdrachten houdt het begeleidend comité hoorzittingen overeenkomstig het beginsel van hoor en wederhoor en stelt het notulen op. Het begeleidend comité informeert de leden van de beheersorganen, de directeur-voorzitter, de directeurs en de personeelsleden van de hogeschool die in dit verband zijn gehoord, dat ze niet verplicht zijn om mee te werken als zij erbij betrokken kunnen zijn.

§ 6. De voorlopige bestuurder geniet het geldelijk statuut van directeur-voorzitter.

§ 7. Voor door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen wordt het Parlement van de Franse Gemeenschap in kennis gesteld van de benoeming van een voorlopige bestuurder en/of het in § 1 bedoelde begeleidend comité.

#### HOOFDSTUK V. — *Beheer van de hogescholen in geval van fusie*

**Art. 35.** § 1. In geval van een fusie tussen hogescholen kan het fusievoorstel bedoeld in artikel 62 van het decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, bepalen dat een of meer directeurs-voorzitters, directeurs van de gefuseerde hogescholen hun mandaat binnen de uit de fusie ontstane hogeschool voltooien. Indien dit niet het geval is, vindt de aanwijzing plaats overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk I van Titel III van dit decreet.

Als meerdere directeurs-voorzitters of directeurs aldus hun mandaat behouden, bepaalt het fusievoorstel ook de nadere regels voor de uitoefening van deze mandaten, op voorwaarde dat alle voorrechten van de directeurs-voorzitters en directeurs bedoeld in de decreets- en reglementaire bepalingen niet tegelijkertijd door verschillende mandaathouders kunnen worden uitgeoefend. Het fusievoorstel kan echter voorzien in de deelname van deze mandaathouders aan de raad van bestuur, het beheersorgaan of het Directiecollege.

Het kan ook, voor een maximale periode van 5 jaar, een weging van stemmen bij het Directiecollege bepalen.

§ 2. Dezelfde bepalingen zijn van toepassing in geval van overdracht.

#### TITEL IV. — *Sociale subsidies*

**Art. 36.** § 1. De Franse Gemeenschap komt tussenbeide, door middel van jaarlijkse toelagen die sociale subsidies worden genoemd, voor de financiering van de sociale behoeften van de studenten.

§ 2. De sociale subsidies bedoeld in § 1 worden berekend op basis van het aantal studenten dat in aanmerking komt voor financiering op 1 februari van het jaar voorafgaand aan het begrotingsjaar. Tot en met het begrotingsjaar 2018, wordt aan dit bedrag het in artikel 21<sup>quater</sup>, § 3, a), bedoelde bedrag, van het besluit van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, toegevoegd.

Vanaf het begrotingsjaar 2019 wordt een bedrag van 380,64 euro per student toegekend voor de eerste 2500 studenten en 253,10 euro per student boven 2500. Vanaf het jaar 2019 worden deze bedragen jaarlijks aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de volgende formule: prijsindexcijfer voor januari van het bedoelde begrotingsjaar/ prijsindexcijfer van de maand januari van het begrotingsjaar 2013.

Voor de jaren 2019-2021 zijn de bedragen per student verkregen met toepassing van beide voorgaande leden toegekend ten belope van 40 % in 2019, 60 % in 2020 en 80 % in 2021.

§ 3. Sociale subsidies zijn onderworpen aan driemaandelijke vereffeningen.

**Art. 37.** De in artikel 36 bedoelde sociale subsidies moeten worden gebruikt om de volgende doeleinden: de werking van de Studentenraad op grond van artikel 10 van het decreet van 21 december 2012 met betrekking tot de deelneming en studentvertegenwoordiging in het hoger onderwijs, directe of indirecte sociale bijstand aan studenten, sociale diensten, oriëntatiediensten, studentenrestaurants en -huizen, bijdragen aan de bouw, modernisering, uitbreiding en verbouwing van de gebouwen die aan deze doelen zijn toegewezen.

De Regering vult deze lijst aan en stelt minima en plafonds vast voor het gebruik van elk van de in lid 1 genoemde categorieën, in overeenstemming met lid 3.

De in artikel 36 bedoelde sociale subsidies dienen inzonderheid voor de uitvoering van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusieve hoger onderwijs binnen de in artikel 31 van het decreet vastgestelde perken.

Met de academische criteria kan geen rekening worden gehouden bij de toelaatbaarheid en toelating van studenten tot de door de Sociaal Raad verleende hulp.

**Art. 38.** Vóór 1 december stelt de Maatschappelijke Raad een begroting op voor het volgende begrotingsjaar, na advies van de studentenraad.

Het budget maakt een onderscheid tussen de verrichtingen ten laste van de toewijzingen van het lopende begrotingsjaar en die voor de saldi van de vorige begrotingsjaren.

De Maatschappelijke Raad houdt een volledige boekhouding bij. Hij dient de boekhouding en rekeningen in bij een bedrijfsrevisor.

Hij dient bij de Regering vóór 31 maart de jaarrekeningen van het vorige begrotingsjaar en een jaarverslag in.

Dit jaarverslag bevat:

- 1 ° een verantwoording voor het financiële beheer van het vorige fiscale jaar;
- 2 ° een overzicht van het aantal personeelsleden;
- 3 ° een inventaris van het erfgoed;
- 4 ° het verslag van de bedrijfsrevisor of de aangewezen ontvanger;
- 5 ° een verslag over de precieze toewijzing van de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap.
- 6 ° een verklaring van het beleid van de Sociaal Raad bij het gebruik van sociale subsidies;
- 7 ° de criteria voor het verlenen van financiële bijstand aan studenten;

8 ° een beschrijving van de juridische, oriëntatie- en plaatsingsdiensten voor studentenwerk verricht in het kader van het gebruik van sociale subsidies;

9 ° mogelijke samenwerking met andere hogescholen of academische instellingen op het gebied van sociale diensten.

**Art. 39.** De Sociale raden van verschillende instellingen voor hoger onderwijs, in de zin van artikel 1 van het decreet van 7 november 2013, kunnen tot 30 % van hun sociale subsidies samenbrengen om gezamenlijke projecten te kunnen uitvoeren of om bepaalde uitgaven te mutualiseren of te optimaliseren. Voor het beheer van deze uitgaven delegeert elke Maatschappelijke Raad een vertegenwoordiger van het leidinggevend personeel en een vertegenwoordiger van het onderwijzend personeel en twee vertegenwoordigers van de studenten die zitting hebben in een Inrichtingsoverschrijdende Maatschappelijke Raad. De door deze Inrichtingsoverschrijdende Maatschappelijke Raad aangenomen standpunten kunnen worden afgewezen door een meerderheidstemming van een van de sociale partnerraden.

**Art. 40.** Wanneer het bedrag van de reserves van de Maatschappelijke Raad meer bedraagt dan tweemaal het bedrag aan sociale subsidies toegekend in het vorige begrotingsjaar, wordt het bedrag dat dit bedrag overschrijdt, afgetrokken van de volgende toewijzingen en betaald aan het Fonds voor studentenmobiliteit binnen van de Europese ruimte voor hoger onderwijs opgericht bij het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een Fonds voor studentenmobiliteit in de Europese ruimte voor hoger onderwijs.

**Art. 41.** Individuele dossiers die door studenten aan de Maatschappelijke Raad worden voorgelegd, worden anoniem behandeld.

De leden van de Maatschappelijke Raad zijn gebonden bij de uitoefening van hun mandaat aan het beroepsgeheim wanneer zij individuele verzoeken van studenten onderzoeken.

De Maatschappelijke Raad wijst één of meerdere referentiepersonen aan. Deze persoon is verantwoordelijk voor het verwerken van de door de studenten geïntroduceerde aanvraagdossiers van de Maatschappelijke Raad. Ze zorgt ervoor dat de bestanden of hun samenvatting, ter beslissing aan de Maatschappelijke Raad overgezonden, geen persoonsgegevens bevatten om te vermijden dat de student direct zou worden geïdentificeerd. De referentiepersoon kan geen lid zijn van de Maatschappelijke Raad en is gebonden aan het beroepsgeheim.

#### TITEL V. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

##### HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

**Art. 42.** In artikel 37bis, lid 2, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt het 2 ° aangevuld met de woorden "of een instelling voor hoger onderwijs voor sociale promotie".

**Art. 43.** In artikel 61, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1 ° de woorden "een categorie, afdeling of subafdeling" worden vervangen door de woorden "een departement of leerplan";

2 ° de woorden "van de categorie, van een afdeling of van een subafdeling" worden vervangen door de woorden "van een departement of een cursus";

3 ° § 2 wordt aangevuld met de woorden "of in de academische polenoverschrijdende zone".

**Art. 44.** In artikel 62 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(a) in § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1 ° in lid 1 worden de woorden "overheden" vervangen door de woorden "academische overheden";

2 ° in lid 1 worden de woorden "bedoeld in de artikelen 65 en 69" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 35 van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen";

3 ° lid 2, worden de woorden "overheden" vervangen door de woorden "academische overheden".

(b) in § 2 worden de woorden "overheden" vervangen door de woorden "academische overheden".

**Art. 45.** In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(a) in § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1 ° in 1 °, worden de woorden "artikel 6" vervangen door de woorden "artikel 4 van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen";

2 ° in 2 ° worden de woorden "artikel 7" vervangen door de woorden "artikel 11 van voornoemd decreet van 21 februari 2019";

3 ° bij 7 ° worden de woorden "van de gebieden en" ingevoegd tussen de woorden "denominatie" en "van de afdelingen";

4 ° punt 9 ° wordt aangevuld met de woorden "en het maximumaantal directeuren van de gefuseerde instelling. Dit maximumaantal kan de toevoeging van het aantal directeuren van de gefuseerde instellingen niet overschrijden";

5 ° punt 11 ° wordt afgeschaft;

6 ° punt 12 ° wordt afgeschaft;

7 ° punt 13 ° wordt aangevuld met de woorden "evenals het aantonen van de financiële levensvatbaarheid van de voorgestelde fusie, met name door middel van een meerjarige begrotingsprognose en de voordelen";

(b) § 2 wordt vervangen door: "§ 2. Het overdrachtsvoorstel onder hogescholen omvat:

1 ° het educatieve, sociale en culturele project bedoeld in artikel 4 van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen, van de "afstaande hogeschool" zoals gewijzigd als gevolg van de overdracht;

2 ° de adviezen bedoeld in artikel 11 van bovengenoemd decreet van 21 februari 2019;

3 ° na de overdracht, een overzicht van de verdeling van de bevolking per leerplan, per type hoger onderwijs en per vestiging;

4 ° het aantal en de benaming van de gebieden en departementen;

5 ° indien van toepassing, wijzigingen in de samenstelling van de nieuwe inrichtende macht;

6 ° de samenstelling en bevoegdheden van de beheers- en overlegorganen na de overdracht;

7 ° alle overeenkomsten die zijn gesloten tussen de hogescholen en, waar van toepassing, met of tussen de inrichtende machten van de hogescholen zonder rechtspersoonlijkheid, met betrekking tot de overdracht van rechten en verplichtingen aan de "afstaande hogeschool" met inbegrip van overeenkomsten met derde partijen en, waar van toepassing, met betrekking tot het ter beschikking stellen aan de "afstaande hogeschool" van de activa van de inrichtende macht van de "aannemende hogeschool";

8 ° de financiële voordelen en het aantonen van de financiële levensvatbaarheid van het overdrachtsvoorstel;

9 ° pedagogische voordelen;

10 ° het advies van de lokale overlegorganen. "

**HOOFDSTUK II.** — *Wijzigingen van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 46.** In artikel 5 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) aan het einde van het eerste lid worden de woorden "en niet-electieve" toegevoegd;

b) in punt C.1 wordt het woord "categorie" geschrapt;

c) een punt toegevoegd "D. Niet-electief ambt: adjunct-directeur.

Het ambt van de adjunct-directeur is beschikbaar voor meesters praktische opleiding, de hoofdmeesters praktische opleiding, meester-assistenten, docenten, werkleiders, hoofdleraren en hoofden van studie bureaus, alsook de leden van het administratief personeel van niveau 1, die vast benoemd zijn. "

**Art. 47.** In artikel 7, § 1, leden 5, 6 en 7, van hetzelfde decreet, worden de woorden "categoriale", "categoriaal" of "categoriële" telkens geschrapt.

**Art. 48.** Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door: "Art. 15. De inrichtende macht mag niet tot een verkiesbaar ambt van directeur-voorzitter of directeur een kandidaat aanwijzen die niet voldoet aan een van de volgende voorwaarden:

1 ° benoemd of permanent in dienst zijn voor een of meer van de volgende ambten: universitair meester-assistent, docent, werkleider, hoogleraar, hoofd van een studie bureau;

2 ° benoemd worden of permanent in dienst zijn als lid van het administratief personeel van niveau 1. "

**Art. 49.** Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt vervangen door:

"Art. 16. De directeur-voorzitter of de directeur die voor ten minste twee termijnen is benoemd en die op het einde van de laatste ambtstermijn ten minste 55 jaar oud is, geniet tot het einde van zijn loopbaan het barema van werkleider. ».

**Art. 50.** Artikel 44 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**HOOFDSTUK III.** — *Wijzigingen van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 51.** In artikel 1 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) bij 1°, b), worden de woorden "decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen" vervangen door "decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen";

b) punt 6 ° wordt vervangen door de volgende tekst: "6. hogeschooloverheden: de hogeschooloverheden bedoeld in artikel 2, 2 °, van het decreet worden genoemd";

c) punt 7 ° wordt vervangen door: "7 ° Departement: afdeling bedoeld in artikel 2, 3 ° van het decreet; ";

d) 8 ° wordt geschrapt;

e) 9 ° wordt geschrapt;

f) 10 ° wordt geschrapt;

g) punt 15 ° wordt vervangen door: "15 ° netwerk: een van de netwerken bedoeld in artikel 8 van het decreet. "

**Art. 52.** In artikel 21<sup>quater</sup>, § 3 a), van hetzelfde decreet, worden de woorden "Dit product is een aanvulling op het bedrag van de in artikel 89 van het decreet bedoelde sociale subsidies; "vervangen door" Tot en met tijdens het begrotingsjaar 2018, is dit product een aanvulling op het bedrag van de in artikel 36 van het decreet bedoelde sociale subsidies. Vanaf het begrotingsjaar 2019 is dit product opgenomen in het bedrag aan sociale subsidies en wordt het niet langer toegekend volgens het mechanisme van dit artikel; "

**Art. 53.** De artikelen 29, lid 5, 34<sup>bis</sup>, lid 3, b) en 41, lid 6, van hetzelfde decreet, worden de woorden "categoriaal" telkens opgeheven.

**HOOFDSTUK IV.** — *Wijzigingen van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 54.** Artikel 2 van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt als volgt gewijzigd:

a) punt 7 ° wordt vervangen door:

"7 ° Decreet van 21 februari 2019: decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs aan hogescholen; "

b) punt 11° wordt vervangen door:

"11° Hogeschool: hogeschool als bedoeld in artikel 11 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van studies;";

c) punt 12° wordt vervangen door:

"12° Hogeschool van de Franse Gemeenschap: een hogeschool die behoort tot het netwerk van de Franse Gemeenschap als omschreven in artikel 8 van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen;";

d) punt 13° wordt vervangen door:

"13° Gesubsidieerde officiële hogeschool: hogeschool die behoort tot het gesubsidieerde officiële onderwijsnetwerk bepaald in artikel 8 van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen;";

e) punt 14° wordt vervangen door:

"14° Gesubsidieerde vrije hogeschool: hogeschool die behoort tot het gesubsidieerde vrij onderwijsnetwerk bepaald in artikel 8 van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen;";

f) punt 15° wordt vervangen door:

"15° Inrichtende macht: inrichtende macht gedefinieerd in artikel 2, 6° van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen;";

g) punt 16° wordt vervangen door:

"16° Hogeschooloverheid: de overheid van de hogeschool gedefinieerd in artikel 2, 1°, van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen;";

h) punt 17° wordt vervangen door:

"17° Raad van bestuur: instantie bedoeld in artikel 2, 1°, b) van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen;";

i) punt 18° wordt vervangen door:

"18° Beheersorgaan: orgaan bedoeld in artikel 2, 5°, decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen;";

j) punt 19° wordt vervangen door:

"19° Directiecollege: instantie zoals gedefinieerd in artikel 10 van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen. "

**Art. 55.** In de artikelen 41, § 1, 2°, 52, lid 3, 144, § 1, 2°, 225, § 1, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden "categoriaal" telkens opgeheven.

**Art. 56.** In artikel 173 van hetzelfde decreet worden de woorden "voor elke categorie" vervangen door de woorden "voor elke onderwijssector".

**Art. 57.** In hetzelfde decreet worden de woorden "decreet van 5 augustus 1995" overal vervangen door de woorden "decreet van 21 februari 2019".

**HOOFDSTUK V. — Wijzigingen aan het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen**

**Art. 58.** In artikel 59, eerste lid, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen, worden de woorden "Wordt toegevoegd aan dit bedrag, het bedrag bedoeld bij artikel 4, § 4, a), van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs" vervangen door de woorden "Tot en met in het begrotingsjaar 2018 wordt hieraan het bedrag genoemd in artikel 4, § 4, a), van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs, toegevoegd. Vanaf het begrotingsjaar 2019 wordt EUR 380,64 per student toegekend voor de eerste 2500 studenten en EUR 253,10 per student boven 2500. Vanaf het jaar 2019 worden deze bedragen jaarlijks aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de volgende formule: prijsindexcijfer voor januari van het bedoelde begrotingsjaar / prijsindexcijfer van de maand januari van het begrotingsjaar 2013.

Voor de jaren 2019 tot 2021 worden de bedragen per student verkregen op grond van het vorige lid toegekend tot 40 % in 2019, 60 % in 2020 en 80 % in 2021. "

**HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs**

**Art. 59.** In artikel 4, lid 3, onder a), van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs, worden de woorden "Dit product vormt een aanvulling op het bedrag van de sociale subsidies bedoeld in artikel 59 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);" vervangen door de woorden "Tot en met in het begrotingsjaar 2018 is dit product een aanvulling op het bedrag van de sociale subsidies bedoeld in artikel 59 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten). Vanaf het begrotingsjaar 2019 is dit product opgenomen in het bedrag aan sociale subsidies en wordt het niet langer toegekend volgens het mechanisme van dit artikel;".

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur*

**Art. 60.** In artikel 2 van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen door:

"1° Decreet van 21 februari 2019: decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen;";

b) punt 12° wordt vervangen door:

"12° Inrichtende macht: de inrichtende macht gedefinieerd in artikel 2, 6°, van het decreet van 21 februari 2019;";

c) in punt 13° wordt het eerste streepje vervangen door:

"Voor de hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de raad van bestuur bedoeld in artikel 2, lid 1, onder b), van het decreet van 21 februari 2019 en het beheersorgaan bedoeld in artikel 2, lid 5 hetzelfde decreet voor de hogescholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;";

d) punt 19° wordt vervangen door:

"19° financierbare student: begrip gedefinieerd in artikel 15 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van studies. ".

**Art. 61.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 172*quinquies* ingevoegd als volgt:

"Art. 172*quinquies*. Het ambt van bestuursdirecteur is toegankelijk voor de meesterassistenten die belast zijn met het administratief en juridisch beheer en de meesterassistenten die belast zijn met het definitief financieel en boekhoudkundig beheer. ".

**Art. 62.** In bijlage 1 van hetzelfde decreet wordt, in de ambten van rang 1 en rang 2, het niveau 1-ambt van bestuursdirecteur ingevoegd.

**Art. 63.** In hetzelfde decreet worden de woorden "decreet van 5 augustus 1995" telkens vervangen door de woorden "decreet van 21 februari 2019".

#### HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 64.** Het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 16, 37*bis*, 37*ter*, 61, 62, 63, 63*bis* en 64.

**Art. 65.** De personeelsleden die voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet in de Raad als categoriedirecteur waren aangewezen, worden geacht te zijn aangewezen als directeur.

**Art. 66.** Bij wijze van overgangsmaatregel worden de categorieraden zoals samengesteld vóór de inwerkingtreding van dit decreet geacht Departementsraden te zijn in de zin van artikel 26.

**Art. 67.** Het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 september 2012 betreffende de deelneming en studentenvertegenwoordiging in het hoger onderwijs, is gewijzigd in artikel 10, 2°. Het woord "categorie" wordt vervangen door "departement of studiegebied".

**Art. 68.** Wanneer de inrichtende macht beslist artikel 17 van dit decreet besluit toe te passen, eindigen de lopende individuele mandaten op de datum van aanwijzing van het nieuwe Directiecollege.

**Art. 69.** Dit decreet treedt in werking op de 10e dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 februari 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019.

Stukken van het Parlement.

- Ontwerp van decreet, nr. 740-1. - Commissieamendementen, nr. 740-2.- Commissieverslag nr. 740-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 740-4.- Vergaderingsamendementen, nr. 740-5.

- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 740-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 20 februari 2019.